

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION PHASE CANDIDATURE**

### **MARCHE DE CONCEPTION REALISATION PASSÉ EN PROCEDURE AVEC NEGOCIATION**

---

**CAMPUS SAINT-LO (50)  
REHABILITATION DU BATIMENT IUT ET CREATION DE DEUX  
EXTENSIONS  
(bâtiment scientifique et bibliothèque)**

**N°2026950MATX006**

---

**Date limite de dépôt des CANDIDATURES :  
20/03/2026 avant 12 h 00**

## **SOMMAIRE**

1 - Objet du contrat .....	4
2 - Etendue de la consultation.....	4
2.1 - Mode de passation .....	4
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature .....	4
2.3 – Intervenants.....	4
2.7 – Procédure de passation .....	6
2.8 - Visite sur site .....	7
2.9 – Calendrier prévisionnel de la consultation .....	7
2.10 – Délai de validité des offres .....	7
2.11 –Propriété intellectuelle des solutions proposées .....	7
2.12 Documents composant le Dossier de consultation de la phase candidature .....	7
3 – Forme du groupement - compétences requises et prestations attendues.....	8
3.1 – Le groupement et ses compétences.....	8
3.2 – Les prestations attendues .....	10
4 - Remise du DCE et modifications de détail .....	10
5 - Présentation des candidatures.....	11
6 - Conditions d’envoi ou de remise des candidatures .....	13
6.1 - Transmission électronique .....	14
6.2 - Copie de sauvegarde .....	15
7 - Examen des candidatures.....	16
7.1 – Complétude du dossier.....	16
7.2 – Critères de sélection des candidatures.....	16
7.3 – Suite à donner à la consultation .....	17
7.4 – Confidentialité .....	17
7.5 – Dispositions particulières.....	17
8- Déroulement de la négociation .....	17
8.1 Modalités de la négociation .....	17
8.2 Langue française.....	18
8.3 Organisation de la négociation.....	19
9 - Renseignements complémentaires .....	19
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	19
9.2 - Procédure de recours.....	19

## AIDE A LA DEMATERIALISATION

Toute la procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

L'acte d'engagement sera transmis uniquement au futur titulaire et devra être signé en original, soit en signature manuscrite, soit en signature électronique (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable).

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;
- compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

### Contenu du dossier de la consultation **PHASE CANDIDATURES** :

- ☒ Le présent règlement de consultation (RC)
- ☒ L'annexe 1 « lettre de motivation du mandataire »
- ☒ L'annexe 2 « synthèse du groupement »
- ☒ L'annexe 3 « cadre de références »
- ☒ Le CCAP
- ☒ Le pré-programme de travaux

**Le dossier de consultation de la PHASE OFFRES sera remis aux seuls candidats admis à participer à la 2<sup>ème</sup> phase de la procédure.**

## **1 - Objet du contrat**

La présente consultation concerne la conception réalisation de l'opération de réhabilitation et extension de l'IUT de SAINT-LO (50) afin de construire un nouveau laboratoire de recherche, une nouvelle bibliothèque universitaire, des locaux de vie étudiante, regrouper l'INSPE et rénover les locaux de l'IUT.

### **La mission sera pilotée par :**

Université de Caen Normandie - Direction du Patrimoine et de la Logistique  
Esplanade de la Paix CS 14032 CAEN CEDEX 5

### **L'opération concerne le site :**

Université de Caen Normandie - Site de St Lô  
120 Rue de l'Exode, 50000 SAINT-LÔ

Le marché de conception-réalisation est un marché de travaux permettant à l'acheteur de confier à un opérateur économique une mission portant à la fois sur l'établissement des études et l'exécution des travaux.

La description de l'ouvrage et de ses composantes techniques, sont précisées dans le pré-programme.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de travaux est de 6 435 000 € HT décomposé comme suit :

- Création extension Bâtiment Recherche : 2 272 278 € HT
- Création extension Bâtiment Bibliothèque : 1 614 362 € HT
- Réhabilitation du bâtiment existant de l'IUT : 2 548 360 € HT

## **2 - Etendue de la consultation**

### **2.1 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-3 et R.2124-3 du Code de la Commande Publique.

### **2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature**

Un marché de conception réalisation est un marché global passé par dérogation au principe de l'allotissement, conformément à l'article L2171-1 du Code de la Commande Publique.

Les principaux codes CPV sont :

- 45214000-0 : Travaux de construction d'établissements d'enseignement et de centres de recherche
- 45454000 : Travaux de restructuration
- 71200000-0 : Services d'architecture
- 71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
- 71300000-1 : Services d'ingénierie

### **2.3 – Intervenants**

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par un groupement composé de :

- ASCOREAL, La Petite Serre, 23 rue Gambetta 44000 Nantes

- OTCE Ile-de-France – 7, Rue de la Paix 75002 Paris

Le contrôleur technique n'est pas encore désigné. Il sera désigné au mois de mars 2026.

Le coordonnateur sécurité n'est pas encore désigné. Il sera désigné au mois de mars 2026.

## **2.4 – Composition du Jury**

### **2.4.1 - Composition du jury**

Le jury est exclusivement composé de personnes indépendantes des participants à la procédure de passation du marché.

Le jury est composé comme suit : Au titre du pouvoir adjudicateur, avec voix délibérative :

- Le Président de l'Université ou son représentant ;
- La Vice-Présidente Patrimoine de l'Université ou son représentant ;
- Le DGSA de l'Université ou son représentant ;
- Le Directeur du Patrimoine et de la Logistique de l'Université ou son représentant ;
- Le Directeur de la commande publique de l'Université ou son représentant.

- Au titre du tiers d'experts, avec voix délibérative :

- Deux architectes, dont un nommé par l'Ordre des Architectes français ;
- Deux experts désignés par l'Université ;
- Un représentant d'un bureau d'études techniques.

- Au titre des financeurs, avec voix délibérative :

- Un représentant de l'Etat ;
- Un représentant de la Région Normandie ;
- Un représentant du Département ;
- Un représentant de Saint-Lô Agglomération ;
- Un représentant de la Ville de Saint-Lô.

Le Président du jury est le Président de l'Université de Caen Normandie ou son représentant.

Le quorum est atteint dès lors que plus de la moitié des membres du jury, ayant voix délibérative, sont présents physiquement ou à distance. La voix du Président du jury est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le jury émet un avis sur les candidatures admises à participer à la seconde phase de la procédure et délègue à la maîtrise d'ouvrage le soin d'organiser les phases de négociation et d'audition.

Le jury pourra auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

### **2.4.2 – Fonctions du jury**

La maîtrise d'ouvrage et ceux qui l'assistent, ont une obligation de réserve sur toute information qui leur serait communiquée par les candidats, afin de respecter l'égalité de traitement des candidats d'une part ; la confidentialité et la propriété intellectuelle des solutions techniques et/ou organisationnelles, d'autre part.

Le jury se réunira au stade de l'analyse des candidatures pour émettre un avis motivé au pouvoir adjudicateur sur la liste des candidats à retenir. Le pouvoir adjudicateur arrêtera la liste des candidats admis à présenter une offre.

Le jury pourra entendre chaque candidat dans des conditions de stricte égalité. Chaque groupement de candidats pourra désigner un rapporteur.

Le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé.

#### 2.4.3 – Indemnisation des experts

Les membres du jury convoqués au titre du tiers d'experts seront rémunérés sur la base définie par l'Ordre des Architectes français.

### **2.5– Indemnisation des candidats**

Une indemnité de 95.000 € HT, sera remise aux candidats admis à présenter une offre dont les prestations correspondent à minima à celles d'un APS+.

Elle est forfaitaire non révisable et non actualisable.

L'indemnité du candidat lauréat constituera un acompte sur la rémunération.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage renoncerait à poursuivre l'opération au-delà de la consultation, l'indemnité restera acquise au lauréat.

La prime des candidats, dont les offres remises seraient jugées incomplètes ou non conformes au présent règlement par le jury, sera réduite ou supprimée proportionnellement à l'inadéquation de la prestation, conformément à l'article R. 2172-4 du Code de la Commande Publique. Le montant de la réfaction sera évalué par le jury.

Les modalités de réduction et de suppression de la prime sont les suivantes :

- En cas de négociation en phases successives, les soumissionnaires dont l'offre sera éliminée avant la remise de l'offre finale, recevront une prime réduite ;
- Les soumissionnaires qui ne remettront pas d'offre alors qu'ils y auront été invités, ne recevront pas de prime ;
- Offre finale réceptionnée après expiration du délai imparti à cet effet : suppression ;
- Offre finale irrégulière : la prime pourra être supprimée.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition du jury.

Le règlement de la consultation associé à la proposition du jury servira de justificatif pour la mise en paiement de l'indemnité. Les primes ne seront versées que lorsque la décision définitive d'attribution sera prise.

### **2.6 – PSE & Variantes**

Le dossier de consultation de la phase offres décrira les Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) et les variantes.

### **2.7 – Procédure de passation**

La présente consultation est une procédure avec négociation, telle que prévue par les dispositions des articles R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la Commande Publique, mise en œuvre en vue de la passation d'un marché de conception-réalisation, tel que défini à l'article L.2171-2 du Code de la Commande Publique.

Le nombre de candidats admis à participer à la phase Offre sera de **3 candidats** au maximum.

Préalablement à l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification de la situation des candidats retenus, conformément aux dispositions du présent règlement de consultation.

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade de la candidature, il n'est pas attendu de pièces relevant de l'offre.

De même, aucun acte d'engagement, mémoire ou prix, n'est attendu au stade de la candidature.

Le dossier de consultation sera mis à disposition des 3 candidats retenus.

## **2.8 - Visite sur site**

Aucune visite de site obligatoire n'est organisée pour la phase candidatures.

Les candidats souhaitant réaliser une visite facultative devront prendre rendez-vous a minima 48h00 avant la date souhaitée, par mail auprès de Mme DENOYER : [sophie.denoyer@unicaen.fr](mailto:sophie.denoyer@unicaen.fr)

Une visite du site sera obligatoire pour les 3 candidats retenus en phase Offre. Les modalités de la visite seront inscrites dans le règlement de consultation de la phase offres.

## **2.9 – Calendrier prévisionnel de la consultation**

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

- Lancement de la procédure : 02/02/2026
- Date limite de remise des candidatures : 20/03/2026
- Date prévisionnelle du jury phase Candidatures : 27/04/2026
- Date de remise du dossier de consultation phase Offres : 29/04/2026
- Date de la visite obligatoire des installations : 05/05/2026
- Date limite de remise des offres initiales : 30/06/2026
- Réunion de négociation offre initiale : 01/09/2026
- Date limite de remise Offre n° 2 : 22/09/2026
- Réunion de négociation offre 2 : 20/10/2026
- Date limite de remise Offres finales : 02/11/2026
- Date prévisionnelle du jury Offres finales : 23/11/2026
- Date prévisionnelle de la notification du marché : 07/12/2026

Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et peut faire l'objet de modifications par le pouvoir adjudicateur, sans que les candidats ne puissent élever une quelconque réclamation à ce titre.

Le pouvoir adjudicateur a pour impératif de notifier le marché avant la fin de l'année 2026.

## **2.10 – Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

## **2.11 –Propriété intellectuelle des solutions proposées**

Au cas où il ne serait pas donné suite à la procédure, les solutions et offres finales des concurrents ne pourront être utilisées, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

## **2.12 Documents composant le Dossier de consultation de la phase candidature**

Les documents sont listés en page de garde du présent RC.

### **3 – Forme du groupement - compétences requises et prestations attendues**

#### **3.1 – Le groupement et ses compétences**

Compte tenu des caractéristiques de la procédure et de l'objet du marché, le mode de dévolution retenu est le marché unique.

Le marché sera conclu avec un opérateur économique unique ou un groupement momentané d'entreprises.

Le cas échéant, le groupement momentané d'entreprises attributaire devra revêtir la forme d'un groupement conjoint dont le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement (solidarité financière comme le prévoit l'article R. 2142-20 du Code de la Commande Publique).

Si le groupement momentané d'entreprises attributaire du marché est d'une forme différente, il sera contraint d'assurer sa transformation pour se conformer aux exigences du pouvoir adjudicateur, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le mandataire du groupement momentané d'entreprises assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Le mandataire du groupement momentané d'entreprises de conception réalisation sera l'entreprise générale ou spécialisée de travaux, qualifié de « constructeur », compte tenu de la nature des prestations.

La présente consultation est ouverte aux équipes de conception réalisation, constituées des compétences suivantes :

- Constructeur – mandataire du groupement momentané d'entreprises :

Principaux corps d'état requis :

- Travaux de gros œuvre
- Travaux de charpente – couverture
- Travaux d'isolation thermique par l'extérieur (façades et toitures), y compris dispositifs de protection solaire
- Travaux de remplacement de menuiseries extérieures
- Travaux de remplacement d'installations de chauffage, de ventilation, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et d'installations frigorifiques
- Travaux d'électricité (CFO, CFA), et d'éclairage
- Travaux intégrant des spécificités en matière d'installations utilisant de l'hydrogène liquide

Des sous-traitants pourront être désignés ultérieurement pour la réalisation des travaux.

A défaut de disposer des compétences BIM chez l'architecte, le mandataire (TITULAIRE) ou l'un des co-traitants devra présenter des compétences en BIM (modélisation et structuration des données en phase conception et phases de chantier).

L'équipe de conception réalisation devra également disposer **obligatoirement** des capacités professionnelles et compétences nécessaires à l'exécution de la mission (personnes distinctes, nommément désignées), dans les domaines suivants, en présentant a minima les qualifications demandées ci-dessous :



- Architecte, inscrit à l'ordre des architectes français, ayant des références de construction et de réhabilitations de bâtiments (tant en conception qu'en suivi de chantier), ainsi qu'en matière de bâtiments classés ERP, et **en démarche BIM**.
- BUREAUX D'ETUDES D'INGENIERIE, disposant de compétences spécifiques en réhabilitation énergétique de bâtiment classé ERP en site occupé, à usage de laboratoire :
  - Etude thermique et performance de l'enveloppe bâtie, y compris Simulation Thermique Dynamique
  - Fluides : plomberie chauffage ventilation génie climatique et équipements frigorifiques
  - Electricité courants forts et faibles
  - Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)
  - Structures
  - Voirie et réseaux divers,
  - Economie de la construction TCE
  - Acoustique
  - Ingénierie environnementale et construction durable
  - Ingénierie relative aux installations utilisant de d'hydrogène liquide

- BIM (BUILDING INFORMATION MODELING) MANAGEMENT;

Dans le cadre de ce projet, la Maîtrise d'Ouvrage entend avoir recours à une démarche de projet BIM ayant une maturité de niveau 2.

Le mandataire sera garant de la démarche BIM de l'opération et devra intégrer des compétences avec, à minima :

- un manager BIM ayant pour fonction de coordonner la création et l'intégration des données numériques attendues de la démarche BIM.
  - des ressources en capacité de déployer cette démarche BIM pour l'ensemble des métiers associés à la mise en œuvre du projet.
- ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION de travaux de réhabilitation énergétique de bâtiment en site occupé, de préférence à usage de laboratoire.  
Cette compétence peut tout à fait être intégrée au sein de l'entreprise générale de travaux ou d'une entreprise du groupement en charge des travaux.

L'identification et la composition précise du groupement momentané d'entreprises sera **impérativement présentée dans le cadre « synthèse groupement »** du présent dossier de consultation.

**L'absence d'une compétence de la liste ci-avant, dans le cadre de présentation des compétences, pourra entraîner l'élimination de la candidature.**

Les compétences requises et non acquises par le mandataire doivent obligatoirement être présentées en co-traitance (et non en sous-traitance). Seules les compétences non requises au stade de la candidature, et ajoutées à l'initiative du mandataire peuvent être sous-traitées.

#### Clause d'exclusivité :

Le mandataire du groupement momentané d'entreprises ne pourra se présenter que dans un seul groupement momentané d'entreprises.

Cette clause d'exclusivité s'applique également aux filiales ou agences appartenant à une même société ou un même groupe.

Le regroupement des équipes est interdit postérieurement à la sélection des candidats.

Un BET peut être membre de plusieurs groupements d'entreprises.

### **3.2 – Les prestations attendues**

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Il comporte l'ensemble des prestations définies ci-dessous réparties en deux phases :

#### **Phase études :**

- Diagnostic, APS+ – Avant - Projet Sommaire (inclus dans la procédure avec négociation) ;
- APS Consolidé ;
- APD – Avant - Projet Définitif ;
- Dossier Permis de Construire - PC ;
- Dossier Projet – PRO.

#### **Phase travaux**

- Etudes d'exécution et cellule de synthèse - EXE ;
- Visa d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux – VISA + DET ;
- Travaux de réalisation des ouvrages et équipements ;
- Assistance à la réception des travaux y compris remise des DOE – AOR ;
- Période de garanties – Remise des DOE .

### **4 - Remise du DCE et modifications de détail**

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **5 - Présentation des candidatures**

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les candidatures des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### **Au nom du groupement :**

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) –Le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation
- Pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature ou les membres du groupement candidat,

### **Par chaque membre du groupement :**

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1)
- Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail (DC1)
- Attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente
- Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription
- Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard de l'article R. 324-4
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- Une note organisationnelle de **12 pages maximum format A4 portrait** (soit 6 feuilles R/V) décrivant :
  - La composition du candidat
  - La description de l'équipe envisagée

- Le fonctionnement entre les co-traitants et l'organisation pour mener à bien la mission à chaque phase du projet (conception, exécution, réception, GPA...)
- Une présentation du rôle de la maîtrise d'œuvre et de son organisation avec le mandataire en phase conception et en phase réalisation ;
- Organigramme du chantier : une présentation de la mission de réalisation des travaux et l'équipe mise en place pour en assurer le suivi.

i.- Une lettre de motivation du mandataire du groupement selon le cadre de réponse fourni ([Annexe 1](#))

- La fiche de synthèse selon le cadre de références fourni au format tableur ([Annexe 2](#)) précisant
  - o Onglet 1 : la composition du groupement,
  - o Onglet 2 : l'ensemble des compétences, les moyens humains (avec l'indication des noms, titres d'études, qualifications professionnelles et expériences pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché public dans l'équipe dédiée) et les chiffres d'affaires
  - o Onglet 3 : une sélection de références des principales compétences indiquées
- Sur une page A4 (format paysage) par référence, la présentation détaillée des références citées dans la fiche de synthèse pour les principales compétences selon le cadre de références fourni ([Annexe 3](#)).

Il est à noter que les références au cours des 10 dernières années, sont prises en compte dans le cadre de la présente consultation, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant.

Les références au stade concours, projet et les références en cours ne sont pas admises ; seules les références exécutées sont examinées.

#### **Pièces complémentaires à fournir selon les compétences :**

- ARCHITECTE,
  - o Attestation d'affiliation à l'ordre des architectes.
  - o Une liste des missions de conception d'opérations similaires à l'objet du marché, exécutées au cours des 10 dernières années, indiquant le montant HT de travaux, la date, la durée du chantier, le type de bâtiment et le maître d'ouvrage. Ces prestations sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- BUREAUX D'ETUDES D'INGENIERIE.
  - o Une liste des missions de conception d'opérations similaires à l'objet du marché, exécutés au cours des 10 dernières années, indiquant le montant HT de travaux, la date, la durée du chantier, le type de bâtiment et le maître d'ouvrage. Ces prestations sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION.
  - o Une liste des missions d'OPC d'opérations similaires à l'objet du marché, exécutés au cours des 10 dernières années, indiquant le montant HT de travaux, la date, la durée du chantier, le type de bâtiment et le maître d'ouvrage. Ces prestations sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
  - o

- **TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION.**

- Une liste des travaux similaires à l'objet du marché, exécutés au cours des 10 dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant des travaux HT, la date, la durée du chantier, le type de bâtiment et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- **DEMARCHE BIM.**

L'équipe devra intégrer une compétence BIM ayant en référence à minima 5 projets ayant intégrés une démarche BIM de niveau 2 : approche collaborative où chaque acteur de la construction travaille sur sa propre maquette avec échange de fichiers natifs ou IFC entre ces acteurs.

La structure de coordination BIM justifiera d'au moins 5 références ayant couverts à minima les objectifs suivants :

- Performance de conception
- Aide à la décision
- Communiquer, visualiser le projet
- Mieux maîtriser le coût de construction
- Améliorer la coordination en phase chantier
- Maintenabilité de l'ouvrage.

Concernant le BIM, le candidat devra remettre :

- Une note descriptive de son organisation :
  - Moyens humains affectés et/ou disposant de compétences BIM (indiquer dans quelle équipe se trouve la compétence).
  - Constitution et organigramme de l'équipe en charge du BIM (BIM Manager, BIM coordinateurs, BIM Modeleurs), en phases conception et réhabilitation/construction.
- Une note descriptive de sa méthodologie (10 pages maximum soit 5 feuilles recto/verso).
- Les CV concernant les personnes intervenants pour les tâches de BIM Manager, BIM coordinateurs, BIM Modeleurs.
- Une maquette anonymisée pour juger les capacités de modélisation par exemple.

- **SSI**

L'équipe devra intégrer une compétence SSI ayant en référence à minima 3 projets similaires à l'objet du marché.

Le candidat devra remettre :

- Présentation d'une attestation de compétence Coordinateur SSI
- Les CV concernant les personnes intervenants

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des candidatures**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## 6.1 - Transmission électronique

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de consultation, par voie électronique sur le profil d'acheteur, entraînera l'irrégularité de la candidature.

Toute réception tardive entraîne l'irrecevabilité de la candidature.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une candidature par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique indiquée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence à la rubrique "Conditions de remise des offres ou des candidatures".

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- La candidature devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans l'invitation le présent document.
- La durée de la transmission de la candidature est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de sa candidature ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Les fichiers informatiques ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites;
- Les prestations et propositions dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne seront pas réparées et seront réputées n'avoir pas été reçues.

### RECOMMANDATIONS

Les candidats sont invités à anticiper la remise de leurs plis en prenant connaissance des conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État et des prérequis techniques.

Le pouvoir adjudicateur invite les candidats à respecter les prescriptions et recommandations suivantes :

- S'enregistrer sur la plate-forme des achats de l'État en indiquant des informations fiables, notamment l'adresse de courriel, nécessaire pour les échanges ultérieurs entre l'administration et les candidats. Cet enregistrement n'est en aucun cas obligatoire.
- Tester la configuration des postes de travail, notamment la présence d'un certificat électronique valide (niveau de sécurité, certificat établi au nom d'une personne habilitée à engager juridiquement le candidat, certificat non périmé, etc.),

- S'assurer de la compatibilité et de la protection des postes de travail (présence d'un antivirus, d'un pare-feu, absence de logiciel espion, etc.).
- S'assurer que les mises à jour logicielles sont faites,
- La candidature prend obligatoirement la forme d'un seul fichier .zip. Le candidat doit s'assurer de son intégrité : si le fichier est corrompu ou vérolé, la responsabilité de l'administration ne peut être mise en cause. L'intégrité du fichier relève entièrement de la responsabilité du candidat,
- Si un candidat dépose plusieurs plis, seul le dernier sera pris en compte. Les autres seront rejetés sans même avoir été ouverts. En cas d'oubli d'une pièce, le candidat doit déposer un nouveau dossier complet,
- Ne pas attendre le dernier jour pour procéder au dépôt du pli : le pouvoir adjudicateur retient la date et l'heure de fin d'envoi et non de début d'envoi. Un défaut de connexion peut compromettre une candidature à un marché public,
- Bien identifier les fichiers en leur donnant des noms clairs et explicites,
- Envoyer parallèlement une copie de sauvegarde.

## 6.2 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Esplanade de la Paix

CS 14032

14032 Caen CEDEX 5

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : [marches.publics@unicaen.fr](mailto:marches.publics@unicaen.fr)

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.

- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

### Formats de fichiers

Les plis remis sur support physique électronique ou transmis de manière électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat doivent impérativement comprendre des fichiers lisibles par les logiciels dont dispose le pouvoir adjudicateur

D'une manière générale, le candidat transmet des fichiers dans des formats standards du marché.

### Antivirus

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant car tout document envoyé par un candidat dans lequel

un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Si un programme informatique malveillant est détecté, un programme de réparation du document contaminé peut être mis en œuvre : soit le document retrouve son intégrité initiale et peut être examiné dans le cadre de la procédure ; soit le document ne peut pas être réparé ou sa réparation ne lui restitue pas son intégrité et dans ces cas le document est réputé comme n'avoir jamais été reçu.

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des concurrents. Le pouvoir adjudicateur ne peut pas être tenu pour responsable du dépassement de délai de remise des projets, ni de la détérioration éventuelle d'un ou des éléments de présentation de la prestation.

## **7 - Examen des candidatures**

### **7.1 – Complétude du dossier**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 – Critères de sélection des candidatures**

Les candidatures sont étudiées en application des critères de sélection suivants :

- **Critère n°1 : Composition de l'équipe proposée :**
  - Compétences et moyens techniques de tous les membres de l'équipe (tableau synthèse équipe) ;
  - Pertinence de la composition de l'équipe et de l'organisation proposée au regard des problématiques du projet et des attentes de la Maîtrise d'Ouvrage concernant les délais de mise en œuvre (Note de 2 pages A4 R/V : motivations, organisation, nombre de collaborations communes)
- **Critère n°2 : Qualités des références** présentées en matière d'opérations équivalentes **en réhabilitation et en construction neuve** (nature, taille, coût). Seront tout particulièrement valorisées :
  - Références en contrat global (Marché Global de Conception Réalisation ou Conception Réalisation Exploitation Maintenance ou Marché de partenariats)
  - Opération de réhabilitation énergétique
  - Pour le mandataire : Travaux d'un montant minimal de 5 000 000 millions d'euros HT tous corps d'état
  - Bâtiment à usage de laboratoire
  - Bâtiment à usage d'enseignement
  - Bâtiment à usage de bibliothèque
  - Travaux de réhabilitation en site occupé
  - Opérations réalisées en BIM.

NB : Tous les critères énoncés ci-dessus sont considérés comme équivalents entre eux.



Limitation du nombre de candidats admis: A l'issue de cette sélection, **3 candidats seront sélectionnés par le jury**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Ils seront admis à présenter une offre sur la base du dossier de consultation qui leur sera remis dans la seconde étape de la consultation. Ce dossier de consultation comprendra notamment le dossier technique (le programme fonctionnel, le programme technique, les fiches techniques des locaux, les recommandations et obligations environnementales, le cahier des charges BIM et son annexe), les diagnostics, les plans et les données techniques de l'ouvrage.

### **7.3 – Suite à donner à la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

### **7.4 – Confidentialité**

Les soumissionnaires sont tenus de ne pas divulguer à des tiers le contenu de toute offre remise durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché.

### **7.5 – Dispositions particulières**

La remise des projets par les concurrents comporte leur acceptation des clauses du règlement de la consultation.

Les divers manquements aux règles de la présente consultation, sont soumis au jury qui décide de l'exclusion éventuelle des concurrents, pour des motifs liés au non-respect partiel ou total des dispositions du règlement de consultation.

Le concurrent, dont les prestations sont refusées, ne peut pas prétendre au remboursement des frais qu'il a engagés.

## **8- Déroulement de la négociation**

### **8.1 Modalités de la négociation**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-8 du Code de la Commande Publique, à la suite de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur invitera simultanément et par écrit les 3 candidats admis à déposer une offre initiale, par application des critères de sélection des candidatures.

Les soumissionnaires qui auront été admis à déposer une offre, se verront inviter via une lettre d'invitation à soumissionner. Ils devront remettre un APS+ avant la date limite qui leur sera indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner qui leur sera adressée.

La procédure avec négociation est mise en œuvre conformément aux articles R 2124-3 et R. 2161-12 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables, sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses, peuvent faire l'objet de négociations.

Elles pourront devenir régulières et acceptables à cette occasion (R. 2152-1 du Code de la Commande Publique).

La négociation pourra dans le cas le plus simple, se réduire à un échange par courrier ou si, nécessaire donner lieu à une voire plusieurs rencontres des candidats invités à négocier.

Conformément à l'article R. 2161-18 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une négociation en phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en application de critères d'attribution des offres fixés au présent règlement de consultation.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires sont invités à remettre un Avant-Projet Sommaire (APS+) final, ainsi qu'un nouvel acte d'engagement et ses annexes prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'APS+ initial, en cours de négociation. La procédure se déroulera sur la base des besoins et exigences du pouvoir adjudicateur tels que définis dans le programme.

Chaque candidat désignera un rapporteur ayant pouvoir de l'engager, qui sera l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur. Le rapporteur devra être désigné au plus tard lors de la première réunion de dialogue.

Les discussions seront menées dans des conditions de stricte égalité des candidats. Le pouvoir adjudicateur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres.

Les négociations peuvent porter sur l'ensemble des éléments du marché et des offres initiales transmises et notamment sur :

- Les éléments de rendus APS+ ;
- Le montant du marché ;
- Les caractéristiques techniques et fonctionnelles des offres ;
- Le mode opératoire et l'organisation interne de la maîtrise d'œuvre pour le déroulement des études et le suivi des travaux ;
- La durée des études (notamment délais de remise des dossiers) et des travaux.

Le pouvoir adjudicateur, et tous les intervenants à la procédure désignés par lui le cas échéant, ont pendant cette période, l'obligation de réserve sur toute information qui leur serait communiquée par des candidats, afin de respecter la confidentialité et l'égalité d'une part ; la propriété intellectuelle des solutions techniques et / ou organisationnelles d'autre part.

Cependant le pouvoir adjudicateur peut révéler aux autres candidats des solutions ou informations communiquées par un / des candidats pour autant que le pouvoir adjudicateur obtienne l'accord de ce / ces candidats.

Un procès – verbal retraçant le contenu des négociations et la teneur des questions posées et des réponses qui y ont été apportées sera établi par l'AMO pour chaque réunion de négociation.

Le pouvoir adjudicateur établira un rapport précis et détaillé du déroulement de la procédure et du contenu des discussions.

## **8.2 Langue française**

L'ensemble de la procédure se déroulera en langue française.

Les documents écrits, pièces graphiques, plans et offres devront être rédigés en langue française et les discussions lors des réunions de dialogue devront se dérouler en français.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction française.

A défaut ils ne seront pas pris en compte.

### **8.3 Organisation de la négociation**

La procédure se déroulera de la manière suivante :

- Etablissement des APS+ initiaux ;
- Remise APS+ initiaux pour analyse ;
- Engagement de la négociation (2 tours) avec chaque candidat sur la base de l'analyse des offres opérée par la commission technique ;
- Audition de chaque candidat ;
- Remise des APS+ finaux ;
- Décision désignant le groupement momentané d'entreprises lauréat ;
- Mise au point de l'APS+ final avec le groupement momentané d'entreprises lauréat avant attribution.

Le pouvoir adjudicateur prévoit 2 réunions de négociation par candidat. Des réunions supplémentaires pourront cependant être organisées si nécessaire.

Les convocations aux différentes réunions de négociation seront transmises aux candidats via le profil d'acheteur.

Au terme de chaque phase de négociation, le MOA pourra décider de ne retenir que les seules propositions qui répondent le mieux aux critères d'analyse des offres.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

### **9.2 - Procédure de recours.**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen  
3 rue Arthur Leduc  
BP 25086  
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso  
BP 24209  
44042 NANTES CEDEX